Rapport de participation

12ème session du Forum Régional Africain pour le Développement Durable

Clara Gninou

WOMEN BE FREE | YOUTH IGF BÉNIN

WOMEN BE FREE NGO | YOUTH IGF BÉNIN
République du Bénin

RAPPORT DE PARTICIPATION

12ème session du Forum Régional Africain pour le Développement Durable

ARFSD-12 — conjointement avec le 8ème Forum Africain STI (ASTIF)
Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA)
Centre de conférences des Nations Unies, Addis-Abeba, Éthiopie
26 – 30 avril 2026

Rapport établi par :

Clara Jennifer Gninou
Directrice Exécutive, Women Be Free NGO
Coordinatrice, Youth IGF Bénin
Consultante Cybersécurité

FICHE SYNTHÉTIQUE

Événement	12ème session du Forum Régional Africain pour le Développement Durable (ARFSD-12) & 8ème Forum Africain STI (ASTIF)
Organisateur	Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA)
Date	26 – 30 avril 2026
Lieu	Centre de conférences des Nations Unies, Addis-Abeba, Éthiopie
Statut de participation	**Panéliste invitée par l'UNECA — au titre de Directrice Exécutive de Women Be Free NGO**
Session	**Panel de haut niveau : « IA et Infrastructures Publiques Numériques (DPI) pour accélérer les ODD et l'Agenda 2063 »**
Thèmes défendus	Conception gender-intentional des DPI ; souveraineté des données féminines ; femmes productrices de technologie ; gouvernance inclusive de l'IA
Organisations représentées	Women Be Free NGO / Youth IGF Bénin

I. CONTEXTE ET CADRE DE LA MISSION

1.1 Les forums ARFSD-12 et ASTIF 2026

Le Forum Régional Africain pour le Développement Durable (ARFSD) est le mécanisme de suivi régional africain de l'Agenda 2030 et des Objectifs de Développement Durable (ODD), organisé annuellement par la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique. Sa 12ème session (ARFSD-12) s'est tenue conjointement avec le 8ème Forum Africain sur la Science, la Technologie et l'Innovation (ASTIF), dans un format intégré qui reflète la centralité de la technologie dans les trajectoires de développement du continent.

Le thème directeur de l'édition 2026 portait sur la mobilisation de la science, de la technologie et de l'innovation — et en particulier de l'intelligence artificielle — pour accélérer la réalisation des ODD et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Le contexte était celui d'une Afrique à mi-parcours de l'Agenda 2030, confrontée à des retards structurels sur plusieurs cibles, mais disposant d'un momentum technologique inédit avec l'émergence des systèmes d'IA et la montée en puissance des Infrastructures Publiques Numériques.

1.2 Pourquoi cette invitation

J'ai été invitée par l'UNECA à participer comme panéliste au titre de Directrice Exécutive de Women Be Free NGO, organisation béninoise engagée dans l'autonomisation économique et numérique des femmes. Cette invitation reconnaît explicitement la valeur d'une perspective de terrain africaine, francophone, portée par une organisation de société civile travaillant directement avec les femmes exclues des systèmes numériques formels.

C'était également une reconnaissance du positionnement que Women Be Free NGO et Youth IGF Bénin occupent à l'intersection de la gouvernance numérique, de la cybersécurité et de l'inclusion des femmes et des jeunes, un profil rare dans les espaces de décision onusiens.

1.3 Enjeux de la participation

- Porter la voix des femmes africaines exclues des DPI dans un espace où se décident les politiques continentales de développement numérique
- Ancrer la discussion IA/DPI dans des réalités concrètes — celles des femmes commerçantes de Cotonou, des membres de tontines, des entrepreneures du secteur informel
- Défendre des recommandations actionnables qui peuvent entrer dans les textes officiels adoptés par les États membres
- Renforcer la visibilité de la société civile béninoise et de la jeunesse africaine francophone dans les espaces onusiens de gouvernance technologique

II. LE PANEL DE HAUT NIVEAU : IA ET DPI POUR LES ODD

2.1 Composition du panel

Intervenant(e)	Qualité
Robert Lisinge	UNECA / TICID — Modérateur
Hon. Dr. Monicah Masanza Musenero	Ministre de la Science, Technologie et Innovation, Ouganda
Dr. Solomon Belay	Conseiller en Innovation, Éthiopie
Dr. Rita Bissoonauth	UNESCO
Prof. Hesham Auda	British University in Egypt
Dr. Mehdi Snene	Conseiller IA, Nations Unies (UN/ODET)
Clara Jennifer Gninou	Directrice Exécutive, Women Be Free NGO — Bénin | Coordinatrice, Youth IGF Bénin

2.2 Objectif et enjeux du panel

Le panel avait pour mission de produire 6 à 8 messages clés sur le rôle de l'IA et des Infrastructures Publiques Numériques dans l'accélération des ODD et de l'Agenda 2063. Ces messages étaient destinés à alimenter directement le texte officiel adopté par les États membres à l'issue du forum — ce qui conférait à chaque intervention une portée politique réelle, au-delà du débat académique.

La discussion s'est organisée autour de deux questions structurantes, sur lesquelles chaque panéliste a été invité à apporter une perspective depuis son domaine d'expertise.

III. MES INTERVENTIONS : CONTENU ET ARGUMENTAIRE

3.1 Question 1 — La conception gender-intentional des DPI

> « Comment s'assurer que l'IA et les DPI sont conçus de façon gender-intentional, au-delà du simple accès, pour que les femmes aient les empreintes numériques formelles nécessaires pour participer à l'industrialisation pilotée par l'IA ? »

Le diagnostic : les femmes sont numériques, les systèmes ne les voient pas

J'ai ouvert mon intervention par un constat délibérément contre-intuitif : le problème des femmes africaines face aux DPI n'est pas l'accès. C'est la reconnaissance.

En Afrique subsaharienne, des millions de femmes utilisent quotidiennement le Mobile Money, WhatsApp Business, des applications de gestion de tontine. Elles ont une activité économique numérique réelle, mesurable, régulière. Mais les DPI — systèmes d'identité nationale, plateformes de paiement gouvernementales, registres d'entreprises, programmes d'accélération IA — ont été conçus en supposant que l'utilisateur type possède un compte bancaire, un registre de commerce, et un historique de crédit bancaire. Cette hypothèse de conception n'est pas neutre : elle reproduit structurellement l'exclusion des femmes, non par mauvaise volonté, mais par mauvaise conception.

L'exemple concret que j'ai utilisé : une femme qui vend du tissu à Cotonou et fait des transactions MTN Mobile Money depuis trois ans. Elle a des flux financiers réguliers, des fournisseurs qu'elle paie dans les délais, une clientèle stable. Pour une banque, pour un programme public, pour un accélérateur IA — elle n'existe pas. Son activité numérique intense ne lui ouvre aucune porte dans l'économie formelle.

Le problème structurel : l'identité sans valeur économique

J'ai ensuite posé la question de fond sur les systèmes d'identité numérique déployés par de nombreux gouvernements africains, dont le Bénin : un identifiant national biométrique prouve que tu existes. Il ne prouve pas que tu es économiquement fiable.

Or l'accès au crédit, aux marchés publics, aux programmes de financement IA ne repose pas sur l'existence — il repose sur la preuve d'une fiabilité économique : historique de remboursement, flux réguliers, garanties. Les femmes africaines n'ont généralement pas ces preuves dans le système formel, même quand leur activité réelle le justifie largement. La DPI d'identité a été pensée comme un problème d'état civil, pas comme un problème d'inclusion économique. C'est une erreur de conception fondamentale.

La solution : reconnaître les données informelles comme empreinte formelle

Ma proposition centrale : les données qui existent déjà doivent être reconnues. Les transactions Mobile Money cumulées sur trois ans, les flux réguliers d'une tontine de vingt femmes, les ventes enregistrées sur une application de commerce — ces données constituent un portrait économique réel et fiable. Il faut un cadre légal et technique qui permette à ces données d'être portées par les femmes elles-mêmes comme preuve de fiabilité économique auprès des banques, des programmes publics et des plateformes d'accès aux marchés.

J'ai cité le modèle de M-Shwari au Kenya, qui utilise l'historique M-Pesa pour accorder du crédit instantané, et l'Account Aggregator Framework indien, qui permet aux citoyens de contrôler la portabilité de leurs données financières entre institutions. Ce sont des précédents qui démontrent la faisabilité technique. Ce qu'il reste à construire, c'est le cadre africain équivalent, conçu pour les réalités du continent — y compris les femmes sans smartphone, sans adresse formelle, sans compte bancaire préalable.

La condition non négociable : la souveraineté des données

J'ai insisté sur un point que les modèles purement commerciaux tendent à occulter : si MTN agrège les données d'une femme et les monétise sans son consentement, elle n'a rien gagné — elle est devenue un produit commercial. Le cadre de gouvernance des DPI doit garantir la souveraineté individuelle des données : chaque femme décide quand, à qui, et à quelles conditions ses données sont partagées. Ce n'est pas un détail technique — c'est la différence entre l'inclusion et l'exploitation.

La recommandation concrète transmise au panel

> Quand un gouvernement reçoit un appui international pour déployer un système d'identité numérique ou une plateforme de paiement, les questions doivent être posées dès le contrat : quel pourcentage de femmes sans documents d'état civil sera capturé dans ce système ? Comment le système fonctionnera-t-il sans compte bancaire préalable ? Qui dans l'équipe de conception représente les utilisatrices finales ? Si ces questions ne sont pas dans les conditions de financement, le biais sera intégré dans le code — et impossible à corriger après déploiement.

En résumé : le genre doit être une condition de financement des DPI, pas une case à cocher en post-évaluation.

3.2 Question 2 — Femmes productrices de technologie, pas seulement participantes

> « Quelles approches transformatrices pour que les femmes deviennent chercheuses et entrepreneures — moteurs, pas juste participantes — de la transformation technologique vers les ODD 2030 et l'Agenda 2063 ? »

Le diagnostic : former des consommatrices plutôt que des productrices

J'ai ouvert cette réponse par un constat franc : des milliers de programmes « femmes et numérique » ont été financés en Afrique depuis dix ans. Le résultat est réel — plus de femmes savent utiliser un smartphone, naviguer sur internet, faire du Mobile Money. Mais le nombre de femmes qui conçoivent des algorithmes, déposent des brevets technologiques, fondent des startups IA et siègent dans les organes de gouvernance reste marginal. La formation à l'usage ne crée pas de productrices de technologie.

C'est un problème stratégique, pas seulement social. Dans une économie où la technologie est le principal moteur de valeur, si 50% de la population africaine — les femmes — reste du côté des consommatrices plutôt que des productrices, l'Afrique perd structurellement la moitié de sa capacité d'innovation. C'est une perte économique massive.

Levier 1 : La souveraineté des données comme modèle économique

Les femmes africaines génèrent des données massives dans leurs activités quotidiennes — santé communautaire, commerce agricole, épargne informelle. Ces données sont aujourd'hui captées gratuitement par des plateformes étrangères qui en tirent une valeur commerciale considérable. Ma proposition : créer des coopératives de données féminines — des structures où les communautés de femmes possèdent collectivement leurs données, décident de leur utilisation, et touchent une part de la valeur générée. C'est de l'entrepreneuriat IA ancré dans la réalité locale, qui ne demande pas à une femme de partir de zéro mais de valoriser ce qu'elle produit déjà.

Levier 2 : Financer la recherche IA menée par des femmes africaines sur des problèmes africains

La recherche IA en Afrique est aujourd'hui majoritairement financée par des fondations et gouvernements étrangers qui en définissent les agendas. Les femmes chercheurs africaines existent — dans les universités de Dakar, d'Abomey-Calavi, de Nairobi, du Caire — mais elles manquent de financements pour travailler sur les problèmes qui les entourent. J'ai appelé à la création de fonds continentaux dédiés, via l'Union Africaine et la Banque Africaine de Développement, avec un mandat explicite : financer la recherche IA appliquée aux défis africains, menée par des équipes africaines à majorité féminine. Non pas des bourses pour aller étudier à l'étranger — des financements pour résoudre les problèmes ici, avec des équipes d'ici.

Levier 3 : Intégrer les jeunes femmes dans la gouvernance technologique maintenant

Les règles de l'IA — qui peut collecter quelles données, quels algorithmes sont autorisés dans les services publics, comment les biais sont contrôlés — se décident dans des comités techniques gouvernementaux, des conseils d'administration, des forums internationaux. Si les femmes n'y sont pas avec un mandat réel et une capacité technique, le cadre sera conçu sans elles.

Youth IGF Bénin est une réponse directe et concrète à ce problème : créer une génération de jeunes Béninoises et Béninois qui comprennent et gouvernent Internet, et qui arrivent dans ces espaces préparés — pas comme observateurs symboliques mais comme contributeurs substantiels. Mais cette démarche doit être institutionnalisée à l'échelle continentale.

Levier 4 : Transformer qui décide du financement de l'innovation

Moins de 3% du capital-risque mondial va à des startups fondées par des femmes. En Afrique, les réseaux de financement tech sont majoritairement masculins et tendent à financer ce qui leur ressemble. Il ne suffit pas de former des femmes entrepreneures — il faut transformer les critères et les acteurs du financement : fonds à gestion paritaire, critères explicites de diversité dans les appels à projets publics, et reconnaissance que le réseau d'une jeune entrepreneuse béninoise sans contacts dans la Silicon Valley n'est pas un défaut — c'est une réalité structurelle à compenser activement.

La ligne de clôture

> L'IA va redistribuer la valeur économique à une échelle sans précédent. La question n'est pas de savoir si les femmes africaines vont être affectées — elles le seront. La question est de savoir si elles seront dans la salle où les règles sont écrites, ou si elles recevront ces règles comme une fatalité. J'étais dans cette salle. Il faut que ce ne soit plus une exception.

3.3 Recommandation formelle soumise au panel

À l'issue de mes deux interventions, j'ai formulé une recommandation explicite destinée à entrer dans le texte de sortie du forum :

> Que les États membres s'engagent à réserver au moins 40% des places dans les organes de gouvernance des DPI nationaux et continentaux à des femmes disposant d'un mandat réel — et non de places symboliques sans pouvoir de décision effectif.

IV. OBSERVATIONS SUR LES ÉCHANGES DU PANEL

4.1 La richesse des perspectives complémentaires

La composition du panel a offert une pluralité de regards qui a enrichi la discussion. La perspective ministérielle de l'Ouganda a ancré les enjeux dans les contraintes réelles de la décision politique nationale. Le regard académique du Prof. Hesham Auda a apporté une rigueur conceptuelle sur les architectures DPI. L'approche onusienne de Dr. Mehdi Snene a situé le débat dans le cadre des engagements multilatéraux existants, notamment le Pacte Numérique Mondial.

Ce que j'ai pu apporter de distinctif : la voix du terrain africain francophone, portée par une organisation qui travaille directement avec les femmes concernées. Là où les autres intervenants décrivaient des systèmes, je décrivais des personnes. Cette complémentarité a été explicitement valorisée dans les échanges.

4.2 Points de tension et de convergence

- Sur la souveraineté des données : convergence forte avec la perspective de l'UNESCO sur la nécessité de cadres de gouvernance centrés sur les droits, et non sur les seuls intérêts commerciaux des plateformes
- Sur le financement continental : convergence avec la position éthiopienne sur la nécessité de mécanismes africains autonomes, moins dépendants des agendas des bailleurs extérieurs
- Sur la formation : légère tension avec des positions qui restaient orientées vers la formation à l'usage plutôt que vers la production — ce qui a permis de préciser et d'approfondir l'argument sur la distinction entre consommatrices et productrices de technologie
- Sur le Pacte Numérique Mondial : j'ai pu souligner, depuis mon engagement au Forum Africain du SMSI+20, que le Pacte reste insuffisamment précis sur la représentation des femmes dans la gouvernance IA — un point qui a été retenu dans la discussion

---

V. APPRENTISSAGES ET RETOMBÉES

5.1 Ce que cette participation m'a apporté

Sur la maîtrise des espaces onusiens

Participer comme panéliste — et non comme observatrice — dans un espace de ce niveau est une expérience qualitativement différente. Cela suppose de défendre une position sous pression, de répondre à des questions imprévues, de rebondir en temps réel sur des arguments d'intervenants dont les références culturelles et institutionnelles sont très différentes des miennes. C'est une compétence qui s'acquiert dans la pratique, et cette session en a été une école intense.

Sur l'articulation technique-politique

Les discussions sur les DPI ont confirmé quelque chose que je vis au quotidien dans mon travail en cybersécurité et gouvernance numérique : les décisions techniques ont des effets politiques, et les politiques publiques ont des conséquences techniques. La capacité à habiter les deux registres simultanément — à parler d'architecture de système et d'exclusion sociale dans la même phrase — est ce qui rend une contribution originale et difficile à ignorer dans ces espaces.

Sur la valeur de la perspective de terrain

Le retour des co-panélistes et de plusieurs participants a confirmé que la valeur ajoutée principale d'une représentante de la société civile de terrain dans ce type de panel n'est pas de concurrencer l'expertise académique ou onusienne sur leur propre terrain — c'est d'introduire une réalité que ces expertises ne voient pas directement. L'exemple de la femme commerçante de Cotonou avec Mobile Money a été repris dans la discussion par d'autres intervenants : il a fait son chemin.

5.2 Retombées pour Women Be Free NGO et Youth IGF Bénin

- Renforcement de la crédibilité institutionnelle de Women Be Free NGO comme acteur reconnu dans les espaces de gouvernance numérique onusiens
- Élargissement du réseau à des acteurs de haut niveau dans les sphères gouvernementale, académique et onusienne africaine — ressource directe pour les collaborations futures
- Enrichissement du cadre analytique utilisé dans les programmes de Women Be Free : la grille DPI/empreinte numérique/souveraineté des données sera intégrée dans les formations et activités de plaidoyer
- Matière substantielle pour les sessions thématiques du Youth IGF Bénin 2026, notamment sur l'IA et la gouvernance des données
- Positionnement de Youth IGF Bénin comme relais national crédible des débats continentaux sur l'IA et les DPI

VI. RECOMMANDATIONS

6.1 Pour les politiques publiques béninoises

- Accélérer l'interconnexion entre le système d'identité numérique de l'ANIP et les données de Mobile Money et de commerce numérique, pour permettre la construction d'un historique économique alternatif pour les femmes exclues du système bancaire formel
- Intégrer des indicateurs de genre obligatoires dans tous les appels à projets de l'État béninois en matière de DPI : taux de capture des femmes sans documents formels, accessibilité sans compte bancaire préalable, représentation des femmes dans les équipes de conception

- Soutenir l'APDP dans le développement d'un cadre de portabilité et de souveraineté des données personnelles, incluant les données générées dans l'économie informelle

6.2 Pour la société civile et le secteur associatif

- Développer des programmes de coopératives de données féminines au Bénin, en capitalisant sur les structures de tontines et de groupements féminins existants
- Plaider auprès des partenaires techniques et financiers pour que les financements de programmes numériques destinés aux femmes intègrent des exigences de souveraineté des données — et pas seulement d'accès
- Renforcer la présence de jeunes femmes béninoises dans les espaces de gouvernance IA régionaux et internationaux, en s'appuyant sur les mécanismes existants : WASIG Fellowship, IGF Fellowship, processus UNECA

6.3 Pour le Youth IGF Bénin

- Intégrer une session dédiée aux DPI et à l'IA gender-intentional dans le programme du Youth IGF Bénin 2026, en s'appuyant sur le contenu et les ressources issus de cette participation
- Inviter des représentantes de l'APDP et du MCTIC à une session de dialogue avec les jeunes sur la gouvernance des données personnelles au Bénin
- Produire une prise de position jeunesse sur la gouvernance de l'IA et des DPI au Bénin, à soumettre aux instances nationales et à partager dans les réseaux régionaux

---

VII. CONCLUSION

Addis-Abeba, avril 2026. Cinq jours au Centre de conférences des Nations Unies. Une salle où se prenaient des décisions qui concernent directement les femmes qui utilisent Mobile Money à Cotonou, les jeunes qui cherchent leur place dans une économie numérique qui se construit sans eux, et les institutions qui gouvernent un espace numérique dont les règles sont écrites ailleurs.

Ce que j'ai appris de cette expérience confirme ce que le travail de terrain enseigne tous les jours : les problèmes les plus complexes ont souvent des solutions simples à énoncer et difficiles à mettre en oeuvre, non par manque de solutions techniques, mais par manque de volonté politique et de représentation des concernés dans les espaces décisionnels.

Women Be Free NGO et Youth IGF Bénin sont deux réponses à ce problème — l'une en travaillant directement avec les femmes exclues des systèmes, l'autre en préparant la génération qui va gouverner ces systèmes. Cette participation à l'ARFSD-12 et à l'ASTIF 2026 s'inscrit dans cette même logique : être dans la salle où les règles se décident, et s'assurer que la réalité du terrain béninois et africain y est représentée avec précision et avec force.

> L'IA va redistribuer la valeur économique à une échelle sans précédent. La question n'est pas de savoir si les femmes africaines vont être affectées — elles le seront. La question est de savoir si elles seront dans la salle où les règles sont écrites, ou si elles recevront ces règles comme une fatalité.

Addis-Abeba / Cotonou, avril – juin 2026

Clara Jennifer Gninou
Directrice Exécutive, Women Be Free NGO
Coordinatrice, Youth IGF Bénin
Consultante Cybersécurité